

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Onu/Opérations de maintien de la paix : le Gabon milite pour l'augmentation du personnel francophone

**C'EST** le plaidoyer récemment fait par la Représentante permanente adjointe du Gabon auprès de l'Organisation des Nations unies (Onu), Lilly-Stella Ngyema Ndong.

O.N.  
Libreville/Gabon

**L**A Représentante permanente adjointe du Gabon à l'Onu, Lilly-Stella Ngyema Ndong, a récemment pris part à une réunion du Conseil de sécurité de l'organisation mondiale. Occasion pour elle de plaider pour l'augmentation des francophones dans le personnel affecté dans les opérations de maintien de la paix de l'Onu. Selon elle, Ce renforcement des francophones chez les Casques bleus serait un plus pour le multilinguisme qui fait quelquefois défaut dans ce genre d'opérations.

"L'environnement de plus en plus complexe et changeant dans lequel évoluent les Casques bleus requiert une communication stratégique solide, adaptée et efficace. Une communication optimale est en effet nécessaire à l'établissement de la confiance et d'un dialogue constructif avec le pays hôte, ingrédients essentiels à la mise en œuvre effective des mandats des opérations de main-



Photo: DR

**La Représentante permanente adjointe du Gabon à l'Onu, Lilly-Stella Ngyema Ndong.**

ten de la paix", a-t-elle défendu. D'après la diplomate gabonaise, le soutien des populations locales permet également de contrer les menaces asymétriques, tout en incitant celles-ci à ne pas appuyer les groupes armés.

De même, elle a prévenu que

malgré son importance dans la gestion des conflits, la technologie peut aussi servir de catalyseur à "la propagation de discours haineux, à la radicalisation, à la discrimination et à la violence, notamment envers les femmes".

## Transparence électorale : la société civile déterminée à jouer sa partition en 2023

J.K.M  
Libreville/Gabon

**L**ES acteurs de la société civile gabonaise entendent prendre une part active lors du scrutin présidentiel à venir. Pour preuve, à l'initiative du Réseau des organisations libres de la société civile (ROLBG), Brainforest et la Dynamique Oscaf, se tiendra à Libreville du 8 au 10 août prochain, "un congrès constitutif du consortium de la société civile sur la transparence électorale et la démocratie au Gabon".

Des assises dont le but est, entre autres, "de coaliser et mutualiser les organisations de la société civile autour des élections démocratiques et transparentes au Gabon". À l'issue de celles-ci, les participants devraient adopter "la feuille de route de

la société civile pour la transparence et la crédibilisation de l'élection présidentielle de 2023 au Gabon, l'organigramme du consortium, ainsi que l'ensemble des outils de gouvernance dudit consortium". Dans tous les cas, ces assises s'inscrivent dans le prolongement du projet "Appui à la transparence électorale et la démocratie au Gabon" (PADTS), initié avec le soutien du National democratic institute (NDI).

Un projet qui, selon ses concepteurs, vise à lancer une campagne de sensibilisation, de mobilisation afin de mettre en place des mécanismes et des actions de nature à sécuriser le processus électoral, à contribuer à l'édification et à la consolidation de la démocratie dans notre pays. Près de 300 participants sont attendus à la rencontre d'août prochain.



Photo: Wilfried MBINAH/L'Union

**Les électeurs devant un bureau de vote.**

## La Semaine

### Approche constructive malgré tout

L'ACTUALITE au cours de la semaine écoulée a été globalement riche. En ce sens que l'on a enregistré pas mal d'événements et autres faits. Dans ce registre on note entre autres : la rencontre entre le chef de l'Etat et le milliardaire américain Jeff Bezos, dont la fondation éponyme a annoncé avoir débloqué une enveloppe de 22 milliards de F CFA en soutien aux efforts du Gabon en vue de la préservation de l'environnement ; la réunion entre la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI) et le Centre gabonais des Elections (CGE) ; etc.

A ces événements il faudra ajouter : le début de la tournée du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, qui a visité les responsables locaux du PDG à Libreville, Owendo et Akanda ; la tournée dans la Ngounié du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier ; et le dîner que la ministre de l'Education nationale et la

ministre déléguée ont offert à plusieurs enseignants et autres acteurs des examens de fin d'année organisés dans tout le pays.

Ces retrouvailles entre les autorités de l'Education nationale et leurs administrés ont suscité un intérêt particulier à notre niveau. Pas seulement de par l'originalité de cette initiative qui a permis à ses auteurs non seulement d'exprimer leur satisfaction quant au déroulement de l'année scolaire écoulée qui s'est plutôt bien passée depuis l'arrivée de Camélia Ntoutoume-Leclercq et Aubierge Sylvine Ngoma à la tête dudit ministère, cela grâce au dialogue social avec les partenaires sociaux, mais surtout parce que quelques jours plus tard, la Fédération syndicale des enseignants de l'éducation nationale (FESEENA) a donné un point de presse au cours duquel le gouvernement a été interpellé sur plusieurs sujets importants.

Dans tous les cas, l'une et l'autre initiatives peuvent être considérées comme émanant d'une approche construc-

tive. Même si la sortie de la FESEENA a eu parfois un ton revendicatif, elle a plutôt tourné autour d'une sorte de rappel des autres défis auxquels fait face le gouvernement pour éviter des tumultes susceptibles de perturber la prochaine année scolaire...

Par rapport à cela, on citera, entre autres : la proclamation du concours d'entrée en 6<sup>e</sup> et la publication des décisions de la Commission des mouvements des personnels inter et intra provinciaux dès la fin du mois de juillet, la reprise des travaux de la Commission de recrutements directs et la publication des conclusions avant la rentrée administrative ; etc.

Osons espérer que les suggestions de la FESEENA tomberont dans une oreille attentive. Surtout au moment où le chef de l'Etat dit vouloir valoriser la fonction d'enseignant.

**ONDOUBA'NTSIBAH**